

**Assemblée générale**

Soixante-quatorzième session

Documents officiels

Distr. générale
13 avril 2020
Français
Original : anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 10^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 18 octobre 2019, à 10 heures

Président : M. Bahr Aluloom (Iraq)
Puis : M. Pindják (Vice-Président) (Slovaquie)

SommairePoint 54 de l'ordre du jour : Questions relatives à l'information (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 54 de l'ordre du jour : Questions relatives à l'information (suite) (A/74/21 et A/74/283)

1. **M. Thapa** (Népal) dit que sa délégation attache une grande importance au rôle que joue l'information dans la promotion de la transparence et de l'application du principe de responsabilité, deux éléments essentiels dans une organisation multilingue et multilatérale telle que l'Organisation des Nations Unies. Compte tenu de l'évolution rapide du monde de l'information, il dit que sa délégation se félicite de la réforme du Département de la communication globale, qui devrait le rendre plus souple et plus proactif. Le Département joue un rôle clé dans la promotion des objectifs de développement durable sur l'ensemble de ses plateformes. Le Népal félicite le Département pour les efforts qu'il a déployés en vue d'exploiter les progrès de l'intelligence artificielle afin de promouvoir l'action climatique, par le truchement de sa campagne Agissons et de son chatbot du même nom, ainsi que pour les mesures qu'il a prises en vue de faire connaître la contribution des soldats de la paix des Nations Unies par l'intermédiaire de sa campagne multilingue intitulée Service et sacrifice.

2. L'orateur dit que l'engagement du Département en faveur de la promotion du multilinguisme est louable. Les centres d'information des Nations Unies, qui jouent un rôle clé en matière de communication avec les populations du monde entier, fournissent des services dans plus de 100 langues, ainsi qu'en braille. Le centre d'information des Nations Unies à Katmandou diffuse des informations en népalais et en newari. Les capacités techniques et infrastructurelles des centres d'information devraient être renforcées, et des synergies plus fortes devraient être établies entre eux. En outre, certains dépôts désignés de publications des Nations Unies, comme celui de la bibliothèque centrale de l'Université de Tribhuvan au Népal, devraient être rénovés et agrandis afin que leurs activités de sensibilisation aient une plus large portée.

3. Le Département devrait continuer de faire participer les jeunes, notamment en utilisant des outils adaptés à ces derniers. Malgré la popularité croissante des nouvelles formes de médias chez les jeunes, les pays les moins avancés y ont difficilement accès par manque de moyens techniques et financiers. Dans les régions reculées, les médias traditionnels restent la principale source d'information. Il importe donc que l'Organisation continue d'utiliser à la fois les médias de communication traditionnels et les nouveaux médias.

4. Le Népal salue les efforts déployés par le Département pour nouer des partenariats constructifs avec les établissements d'enseignement, les organisations non

gouvernementales et la société civile, qui permettent de faire la promotion de l'ONU à l'échelle locale. Parmi les exemples récents, l'orateur cite le soutien apporté par le centre d'information des Nations Unies à Katmandou à la première expédition de femmes journalistes au mont Everest, qui visait à promouvoir les objectifs de développement durable et l'égalité des genres, ou encore la peinture du logo des objectifs sur l'avion d'une compagnie aérienne népalaise.

5. **M^{me} Beckles** (Trinité-et-Tobago), prenant la parole au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que les travaux du Département de la communication globale et des centres d'information des Nations Unies sont extrêmement importants, étant donné que la capacité des populations à accéder instantanément à l'information est souvent liée au niveau de développement socioéconomique de l'État dans lequel elles vivent. Même si les technologies modernes et les réseaux de communication permettent de toucher un public plus large, ils suscitent également de nouvelles difficultés, en particulier la propagation d'informations trompeuses. Le Département a un rôle essentiel à jouer s'agissant de promouvoir la diffusion d'informations exactes, de faire connaître les travaux des Nations Unies, de renforcer son appui à cet égard et d'aider les populations à comprendre les manifestations d'envergure mondiale et à y participer.

6. La CARICOM salue les réformes transversales entreprises par le Département, lesquelles sont axées sur la planification et la gestion stratégiques, les partenariats stratégiques, la mobilisation des ressources et l'innovation. Elle appuie l'engagement du Département en matière de suivi et d'évaluation, qui permet de s'assurer que les effets tant qualitatifs que quantitatifs de ses travaux sont évalués avec précision. Le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, notamment la fusion des centres d'information des Nations Unies et des bureaux des coordonnateurs résidents, permettra de réaliser des économies et d'améliorer l'efficacité. Il est toutefois essentiel de veiller à ce que la transition ne compromette pas les progrès accomplis par les centres d'information et n'élimine pas les outils de communication qui sont les plus efficaces pour la région des Caraïbes. La CARICOM espère que la fusion améliorera les services d'information.

7. L'oratrice dit que l'inclusion reste essentielle si l'on entend faire en sorte que chacun soit tenu informé du processus de réalisation des objectifs de développement durable et y contribue. Tout doit être fait pour que les plateformes de communication existantes soient utilisées efficacement et pour trouver des moyens innovants de tirer parti des médias nouveaux et en constante évolution. Le Département devrait continuer de s'attacher à élaborer

des mécanismes créatifs et efficaces de partage de l'information, en vue de mobiliser les jeunes et les plus vulnérables au sein de la société.

8. La CARICOM salue les efforts déployés par le Département pour s'acquitter de son mandat dans un contexte où les ressources sont de plus en plus limitées. Malgré le manque de ressources, il faut continuer d'utiliser les six langues officielles lors du plus grand nombre possible de manifestations de l'Organisation des Nations Unies et les 59 centres d'information des Nations Unies doivent continuer de soutenir le multilinguisme.

9. La CARICOM salue les initiatives organisées par le Département en 2019, notamment l'Espace médias Objectifs de développement durable pendant le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social, l'espace médias autochtones pendant la dix-huitième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, la campagne Agissons, l'initiative « Une place pour tous », les activités organisées dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, ainsi que les diverses manifestations organisées en marge de la semaine de haut niveau de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale. La CARICOM espère que le Département continuera de fournir un soutien aux manifestations et aux conférences, malgré les contraintes de ressources.

10. La CARICOM apporte un solide appui au centre d'information des Nations Unies pour la région des Caraïbes à Port of Spain, qui dessert 19 territoires anglophones et néerlandophones des Caraïbes. Elle se félicite des efforts déployés par le centre pour élargir son réseau d'information, renforcer ses relations avec les médias et étendre son rayonnement dans toute la région des Caraïbes, notamment en organisant des ateliers sur les objectifs de développement durable, en soutenant le Bureau multipays d'ONU-Femmes pour les Caraïbes et en promouvant la mise en œuvre des campagnes « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes », « HeForShe » et « Libres et égaux ». Les moyens informatiques du centre devraient être renforcés afin de permettre à ce dernier d'accroître son efficacité opérationnelle et son rayonnement.

11. **M. Caballero Gennari** (Paraguay), dit que le multilinguisme revêt une importance fondamentale car il favorise un véritable dialogue multilatéral et accroît l'efficacité et la transparence au sein de l'Organisation des Nations Unies. L'espagnol est la deuxième langue la plus parlée dans le monde et la plus communément utilisée dans les recherches sur le site Web de l'ONU. Le nombre de pages vues sur le portail multilingue de

l'ONU a augmenté et c'est le contenu en espagnol qui a connu la plus forte hausse (88 % depuis 2018). L'augmentation des échanges en espagnol représente un défi, étant donné que l'ONU doit s'adapter à des volumes de recherche plus importants et à un plus grand nombre d'interactions avec le public hispanophone partout dans le monde.

12. L'orateur dit que sa délégation reconnaît les efforts que fait le Département de la communication globale pour fournir des documents et des services de haute qualité dans chacune des six langues officielles, mais il reste préoccupé par la disparité entre l'utilisation de l'anglais et celle des cinq autres langues. Afin de promouvoir un véritable multilinguisme, l'Organisation devrait repenser ses méthodes de travail et adopter une nouvelle vision stratégique tenant compte des besoins d'un monde empreint de diversité linguistique et culturelle. Étant donné que le site Web de l'ONU et ses profils sur les réseaux sociaux sont les premiers points d'accès à l'Organisation, les versions dans les différentes langues doivent proposer la même quantité d'informations, offrir une qualité égale et être régulièrement actualisées. Les campagnes publicitaires mondiales doivent être multilingues dès leur conception afin de toucher le public le plus large possible, d'aider le public à mieux comprendre et de promouvoir le sentiment d'appropriation.

13. Les centres d'information des Nations Unies jouent un rôle clé parce qu'ils utilisent les langues locales et adaptent les messages mondiaux au contexte local. L'orateur dit que sa délégation se félicite des efforts déployés pour renforcer les centres. La rationalisation de ces derniers doit se faire au cas par cas, en tenant compte des besoins et des spécificités de chaque région.

14. Le Paraguay se déclare une fois de plus préoccupé par les disparités persistantes entre les langues utilisées dans les communiqués de presse quotidiens, dans lesquels l'anglais et le français continuent d'avoir la priorité sur les autres langues officielles. Les communiqués de presse et les émissions diffusées sur le Web doivent être disponibles dans toutes les langues officielles.

15. **M. Rivero Rosario** (Cuba) dit que, bien que les travaux de l'ONU génèrent clairement un intérêt croissant au niveau mondial, comme le montre l'augmentation du nombre de personnes qui suivent ses comptes sur les réseaux sociaux et visitent ses sites en différentes langues, ce qui est encourageant, il ne faut pas oublier qu'il subsiste de grandes disparités dans l'accès à la culture et à l'éducation au niveau mondial et que de nombreuses personnes n'ont pas accès aux

médias sociaux. Dans le monde, quelque 750 millions d'adultes sont analphabètes. Il reste beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre l'objectif 4 de développement durable, relatif à la qualité de l'éducation, et plus particulièrement la cible 4.6, qui vise à faire en sorte que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter d'ici à 2030.

16. Cuba soutient les efforts déployés par le Secrétaire général pour réformer la gestion de l'information et des communications afin que les messages de l'ONU soient transmis à chacun de manière rapide, stratégique et intégrée, dans sa propre langue, par l'intermédiaire des médias traditionnels ou numériques. Il importe que l'ONU continue d'utiliser des moyens de communication classiques afin de pouvoir atteindre les personnes qui n'ont pas accès à Internet et qu'elle œuvre à combler le fossé numérique entre pays développés et pays en développement.

17. Les communiqués de presse quotidiens doivent être publiés dans les six langues officielles. Ceux-ci continuent d'être diffusés uniquement en anglais et en français, malgré le fait que l'espagnol soit la langue la plus parlée dans le monde après le chinois et qu'elle se classe au deuxième rang des langues utilisées par les personnes qui consultent les pages Web et autres supports de l'Organisation. Dans le cadre de la réforme du Département de la communication globale, il est essentiel que l'ONU tienne compte des priorités arrêtées par le Comité de l'information, notamment celles relatives au multilinguisme, mais elle devrait également consulter les États Membres et faire en sorte que les outils de communication dont l'efficacité est avérée ne soient pas abandonnés. L'orateur dit que sa délégation espère que les mesures d'austérité ayant été prises en raison des difficultés financières rencontrées par l'ONU n'auront pas d'incidence significative sur la capacité de l'Organisation à diffuser l'information.

18. Cuba est favorable au programme d'information spécial sur la question de Palestine, qui contribue à la formation des journalistes palestiniens.

19. La troisième Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme touche à sa fin, mais il reste encore plus de 17 territoires non autonomes. Le Département de la communication globale et les centres d'information des Nations unies ont un rôle essentiel à jouer en continuant de diffuser des informations sur ces territoires.

20. L'orateur dit que son Gouvernement considère qu'il est prioritaire de faire passer le pays à l'ère du numérique et a inclus la promotion du numérique et de l'accès à Internet dans le volet stratégique de son plan

national de développement. Toutefois, ces efforts sont toutefois entravés par le blocus économique, commercial et financier illégal imposé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Le blocus en cours est renforcé par de nouvelles sanctions unilatérales et illégales contre Cuba, y compris la mise en œuvre du titre III de la loi Helms-Burton. Entre avril 2018 et mars 2019, le blocus a causé plus de 55 millions de dollars de dommages au secteur des communications du pays.

21. L'orateur dit que sa délégation rejette et condamne une fois de plus l'agression que le Gouvernement des États-Unis continue de perpétrer contre son pays en inondant ses ondes d'émissions de radio et de télévision illégales, ce qui va à l'encontre des buts et des principes de la Charte des Nations Unies, des règles de l'Union internationale des télécommunications et du droit international, et qui vise à saper l'ordre constitutionnel établi par le peuple cubain. En 2019, les stations basées aux États-Unis ont diffusé illégalement plus de 1 865 heures par semaine de programmes de radio et de télévision à Cuba, sur 21 fréquences différentes. L'orateur dit que son Gouvernement exhorte les États-Unis à mettre fin à cette politique agressive, qui est incompatible avec le développement des relations entre les deux gouvernements.

22. Cuba condamne également la décision du Département d'État des États-Unis de créer un groupe de travail sur Internet à Cuba, censé promouvoir la circulation libre et non réglementée de l'information à Cuba, car cette action empiète sur sa souveraineté et sur le pouvoir de ce pays de réglementer les flux d'information et l'utilisation des médias. Cuba condamne en outre la tentative de manipulation d'Internet visant à mettre en place des programmes illégaux à des fins politiques subversives.

23. Les technologies de l'information et des communications (TIC) devraient être utilisées à des fins pacifiques et pour promouvoir le développement durable, mais ces technologies sont de plus en plus utilisées de manière illégale, en vue de déstabiliser les États. Le Comité de l'information a récemment encouragé les États Membres à envisager de meilleurs moyens de coopérer, dans le respect du droit international, pour faire face aux menaces que représente l'utilisation des TIC à des fins terroristes. Cuba reste déterminée à instaurer un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication qui soit plus juste.

24. **M. Aung** (Myanmar) dit que sa délégation est consciente du rôle essentiel que joue le Département de la communication globale dans la diffusion de

l'information à l'échelle mondiale et se félicite des réformes entreprises par le Département, qui permettront à l'Organisation des Nations Unies de suivre l'évolution rapide du monde de l'information. Le Myanmar salue les efforts consentis par le Département en vue d'accroître son rayonnement sur les médias sociaux, d'ériger le multilinguisme au rang de priorité, de communiquer avec les établissements d'enseignement, de promouvoir les objectifs de développement durable et d'investir à la fois dans les plateformes numériques et les médias traditionnels afin de combler le fossé numérique entre les pays en développement et les pays développés, une initiative qui devrait être appuyée par toutes les parties prenantes.

25. L'orateur dit que sa délégation se félicite également de l'élaboration, par le Département, d'une stratégie de communication et d'un site Web pour la semaine de haut niveau de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Le Myanmar salue les efforts déployés par le Département pour mobiliser les jeunes en créant des stratégies de communication centrées sur ces derniers et des outils adaptés à leur génération, et en organisant un Sommet Simul'ONU pour les jeunes. Le pays salue également les travaux du Département sur la formation en matière de communication de crise et de lutte contre le terrorisme et l'exploitation et les atteintes sexuelles.

26. Soulignant les dangers suscités par les informations fallacieuses, qui sèment l'intolérance, la haine et l'extrémisme, l'orateur dit que sa délégation engage le Département et les centres d'information des Nations Unies, qui jouent un rôle central dans la diffusion des informations relatives aux activités de l'ONU, à rester objectifs et impartiaux et à diffuser des informations exactes et fiables.

27. Au Myanmar, le taux de pénétration de la téléphonie mobile est passé de moins de 1 % en 2013 à 126 % en 2019, ce qui facilite l'accès aux médias traditionnels et aux médias sociaux. De plus, la censure frappant les médias et la presse a été abolie et le Gouvernement a assoupli les règles dans le secteur des télécommunications afin d'attirer des investisseurs étrangers, de créer des emplois et de promouvoir le développement des entreprises locales spécialisées dans les TIC. Pour faciliter la gouvernance électronique, le Gouvernement a posé plus de 40 000 km de câbles Internet en fibres optiques et a entrepris d'intégrer le standard Unicode dans le système d'écriture du Myanmar.

28. **M^{me} Ali** (République arabe syrienne) dit que la République arabe syrienne attache une grande importance à la mise en place d'un nouvel ordre mondial

de l'information qui soit plus juste et efficace, qui respecte davantage les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et qui réponde aux besoins de tous les peuples et incarne leurs valeurs culturelles et civilisationnelles. Le Département de la communication globale est chargé de diffuser le message de paix de l'ONU dans le monde entier, en particulier à une époque où les conflits et les problèmes transfrontières se font plus fréquents. Les médias ont une incidence notable sur l'opinion publique et sont en mesure non seulement de rendre compte des événements mais aussi d'influencer ceux-ci, voire de les provoquer. La délégation syrienne s'inquiète de ce que certains médias tendancieux ne respectent pas les normes journalistiques, déforment les faits pour servir des intérêts politiques étriqués et encouragent le terrorisme et la violence au lieu de promouvoir une culture de paix. Bien qu'il importe que les informations soient communiquées en temps utile, il faut veiller à ce qu'elles soient exactes.

29. La République arabe syrienne se félicite de constater que de nombreux organes de presse internationaux ont publié des rapports fiables sur la réalité de la situation dans le pays, en particulier sur les activités de groupes terroristes armés affiliés à Al-Qaïda, et dénonce ceux de ces groupes qui prennent pour cible les journalistes, notamment l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL), qui commet des actes abominables. La délégation syrienne rejette les termes « résistance armée », « résistance armée modérée » et « groupes armés non étatiques » utilisés par des représentants des Nations Unies et par les auteurs de certains rapports pour décrire des groupes terroristes. Comme ces représentants et auteurs le savent, il s'agit en réalité de groupes terroristes armés, le plus notable étant le Front el-Nosra, qui est classé par le Conseil de sécurité comme groupe terroriste lié à Al-Qaïda.

30. Le Département de la communication globale doit redoubler d'efforts concernant la question de Palestine, étant donné les souffrances que continuent d'endurer les Palestiniens du fait de l'occupation des Territoires palestiniens par Israël et du déni de leurs droits légitimes, notamment celui de créer un État palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale. Le Département doit également s'efforcer d'assurer l'égalité des langues officielles de l'Organisation et de remédier aux lacunes du site Web de cette dernière en langue arabe.

31. Par ailleurs, le Département pourrait contribuer pour beaucoup à encourager le dialogue et à promouvoir la compréhension entre les cultures et les peuples. La liberté d'expression est un droit universel qui ne doit jamais être invoqué pour attaquer les croyances, les lieux saints ou le patrimoine d'autrui. Il incombe à tous

les États d'aider le Département à promouvoir le message des Nations Unies et de s'attaquer aux problèmes mondiaux pressants, tels que la nécessité de mettre fin à toute forme d'occupation étrangère, de combattre le terrorisme et de promouvoir un développement durable.

32. **M^{me} Suzuki** (Japon) dit que le vaste réseau mondial de centres d'information des Nations Unies est essentiel pour faire en sorte que les travaux du Département de la communication globale de l'ONU, dont l'importance est fondamentale, atteignent le public le plus large possible. Le centre d'information des Nations Unies à Tokyo est chargé de tenir la population japonaise informée des travaux de l'Organisation des Nations Unies, dans sa propre langue. Il travaille en collaboration avec les différentes entités des Nations Unies basées au Japon et dirige les activités visant à renforcer les partenariats privés et publics.

33. Le centre collabore également avec le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo, qui auront lieu en 2020. Le Département a indiqué qu'il tirerait partie des Jeux pour promouvoir les objectifs de développement durable et mettre en lumière le rôle que le sport peut jouer dans la promotion du développement et de la paix. Le Japon apprécie beaucoup cette initiative et la soutiendra. Les Jeux coïncident avec le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. L'oratrice estime que l'année 2020 sera donc une occasion en or de définir les objectifs de l'Organisation, d'amplifier sa voix et d'inspirer une action collective.

34. **M. Baati** (Tunisie) dit que sa délégation se félicite des efforts considérables déployés par le Département de la communication globale pour s'acquitter efficacement de son mandat et renforcer sa capacité de promouvoir les activités, les valeurs et les objectifs de l'Organisation des Nations Unies. Compte tenu des avantages que les TIC pourraient avoir sur les économies en développement, le Département devrait promouvoir les partenariats public-privé, qui pourraient contribuer à combler le fossé numérique entre les pays développés et les pays en développement. Le Département a également un rôle majeur à jouer dans le soutien de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. Les journalistes doivent bénéficier de la protection nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, tout en conservant leur indépendance.

35. Les centres d'information des Nations Unies jouent un rôle clé dans la sensibilisation aux valeurs et aux travaux de l'Organisation, tandis que la Bibliothèque Dag Hammarskjöld assure l'accès aux publications des États Membres et des autres parties

prenantes. La délégation tunisienne se félicite des efforts déployés par le centre d'information des Nations Unies à Tunis pour sensibiliser les populations locales aux activités de l'Organisation et à leur incidence sur la vie politique, économique et sociale de la Tunisie.

36. Étant donné que la Puissance occupante dans les Territoires palestiniens continue de porter atteinte aux droits légitimes du peuple palestinien et que les efforts déployés en vue de parvenir à un règlement sont au point mort, le Département devrait accroître son appui au programme d'information spécial sur la question de Palestine, compte tenu de la demande légitime et de l'ambition du peuple palestinien de pouvoir établir un État indépendant dans les frontières de 1967, ayant Jérusalem-Est pour capitale. La délégation tunisienne espère que le Département continuera de proposer un programme annuel de formation à l'intention des jeunes journalistes palestiniens.

37. Le multilinguisme est un outil puissant pour édifier un système multilatéral international basé sur la coopération, le partenariat et l'inclusion. L'Organisation des Nations Unies devrait donc adopter une politique intégrée en la matière, au titre de laquelle elle traiterait toutes les langues officielles sur un pied d'égalité. Le Département de la communication globale devrait rechercher des moyens créatifs de produire des contenus dans toutes les langues, malgré les contraintes budgétaires auxquelles l'Organisation se heurte actuellement. L'orateur dit que sa délégation se réjouit de constater que le Département travaille de plus en plus aux côtés de la société civile, des établissements scolaires et des universités en vue de promouvoir le dialogue et la compréhension mutuelle, ainsi que de sensibiliser les jeunes aux défis actuels.

38. **M^{me} Samarasinghe** (Sri Lanka) dit qu'il importe que le Département de la communication globale continue de diffuser des informations crédibles, équilibrées et objectives, en particulier à un moment où le multilatéralisme et le mondialisme sont sapés par le populisme et l'unilatéralisme. Sa délégation se félicite du lancement de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine et de la tribune du Secrétaire général sur le sujet, intitulé « Les discours de haine embrasent le monde ».

39. Les États Membres devraient amplifier les activités de l'ONU par leurs propres canaux de communication, en collaboration avec le Département, les coordinateurs résidents, la société civile et les médias. Le centre d'information des Nations Unies à Colombo fournit des informations de portée mondiale, régionale et locale en singhalais, en tamoul et en anglais. L'oratrice dit que sa délégation se félicite des travaux

que le Département a accomplis aux côtés du Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse et de ses efforts pour sensibiliser les jeunes aux questions d'actualité. Sri Lanka, qui est l'un des principaux promoteurs de la Journée mondiale des compétences des jeunes, remercie le Département d'avoir contribué à organiser cette manifestation annuelle.

40. La délégation sri-lankaise salue les réformes ayant récemment été entreprises en vue de faire en sorte que le Département soit plus proactif, plus souple et plus axé sur la réflexion stratégique et l'efficacité opérationnelle. Le Département doit être en mesure de diffuser une image positive de l'Organisation des Nations Unies qui trouve un écho auprès du grand public, afin que les populations du monde entier aient le sentiment de s'approprier l'Organisation.

41. Étant donné que les extrémistes manipulent les médias sociaux et occupent les espaces démocratiques, il importe que le Département renforce sa présence multilingue dans les médias sociaux. La délégation sri-lankaise se félicite du soutien apporté par le Département aux initiatives de communication des autres départements et entités. En tant que pays fournisseur de contingents, Sri Lanka est conscient qu'il importe de diffuser des informations sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et se félicite de la coopération menée en ce sens entre le Département de la communication globale et le Département des opérations de paix.

42. La délégation sri-lankaise est préoccupée par la politisation de l'information et le risque de détournement des TIC pour porter atteinte aux droits humains, intervenir dans les affaires intérieures d'États souverains et déstabiliser les pays et les régions. Les États Membres et le Secrétariat doivent opérer dans les limites de la Charte des Nations Unies et rechercher les moyens d'éviter que les TIC ne soient utilisées de manière inappropriée.

43. Le fait de demander des comptes aux responsables de violations, de garantir une réparation aux victimes et de reconnaître les droits de ces dernières contribue à promouvoir la confiance des citoyens et à renforcer l'état de droit. Les États ont le devoir de faire en sorte que les violations ne se reproduisent pas et de réformer les institutions devenues inefficaces. À cet égard, Sri Lanka salue l'instauration de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, célébrée le 2 novembre.

44. **M. Strzhizhovskiy** (Fédération de Russie) dit que les efforts déployés pour lancer des réformes au sein du Département de la communication globale sont louables, car l'Organisation des Nations Unies doit

procéder à des ajustements afin de rester au centre de l'attention sur la scène mondiale et de pouvoir diffuser rapidement des informations dans un monde en mutation. Toutefois, cette réforme intervient dans un contexte regrettable, compte tenu des ressources financières et humaines importantes qu'elle sous-tend et des problèmes de trésorerie auxquels l'Organisation se heurte actuellement. Compte tenu des circonstances, le Département ne devrait pas se lancer dans des projets qui n'offrent pas beaucoup de valeur ajoutée. Plus que jamais, ses projets doivent être centrés sur les besoins réels de l'Organisation, conformément à ses mandats. Chaque projet devrait avoir une portée spécifique et être mis en œuvre en utilisant les ressources et les outils traditionnels dont l'efficacité a été démontrée au fil des ans. À cet égard, le Département devrait continuer de recourir aux réunions d'information informelles et aux consultations de suivi, dont le format a fait ses preuves, afin de permettre aux délégations de faire part de leurs préoccupations et de formuler des suggestions. La délégation russe espère que la nouvelle direction du Département tiendra de telles réunions plus fréquemment à l'avenir.

45. La Fédération de Russie salue les efforts déployés par le Département pour utiliser diverses plateformes médiatiques afin de mobiliser les jeunes et de coopérer avec des acteurs dans un large éventail de zones géographiques, en vue de promouvoir les objectifs de développement durable. Elle note que le nombre d'abonnés aux comptes de médias sociaux de l'Organisation est en augmentation. Cependant, la disparité en termes de pages vues entre le contenu en anglais et celui dans d'autres langues du Centre d'actualités de l'ONU est illogique et préoccupant. Par exemple, les pages Facebook de l'Organisation en portugais et en swahili comptent trois fois plus de mentions « J'aime » que la page Facebook en langue russe, même s'il y a beaucoup plus de russophones dans le monde et que le taux de pénétration d'Internet est extrêmement élevé au sein de la Fédération de Russie. Ces statistiques indiquent que le Secrétariat n'accorde pas suffisamment d'attention à l'élaboration de contenus en russe. Le mandat visant à assurer la parité entre les six langues officielles doit être respecté. De nouvelles stratégies devraient être mises en place pour augmenter le nombre de pages vues du Centre d'actualités de l'ONU dans certaines langues, et toutes les options techniques devraient être explorées pour s'assurer que la documentation issue des réunions et les émissions diffusées sur le Web soient disponibles dans toutes les langues officielles.

46. L'Organisation des Nations Unies fêtera son soixante-quinzième anniversaire en 2020. En tant que

membre fondateur de l'Organisation, la Fédération de Russie attache une grande importance à la célébration de cet anniversaire et espère que la situation de trésorerie n'aura pas d'impact sur les activités de commémoration au Siège.

47. **M^{me} Mills** (Jamaïque) dit que sa délégation soutient les efforts visant à faire en sorte que le Département de la communication globale soit à la hauteur de sa mission, souple et proactif, grâce à des réformes transversales qui comprennent un renforcement de la planification stratégique et mettent l'accent sur les partenariats, la mobilisation des ressources et l'innovation. Néanmoins, le Département doit continuer à utiliser des moyens de communication à la fois traditionnels et modernes pour atteindre son objectif principal, consistant à établir une communication efficace avec les populations du monde entier. La délégation jamaïcaine se félicite de l'engagement du Département en faveur du multilatéralisme et espère que les futurs rapports du Secrétaire général contiendront des informations détaillées sur la mise en œuvre de cet engagement. En outre, elle constate avec satisfaction que le Département s'est engagé dans un large éventail d'activités qui couvrent les trois piliers de l'action des Nations Unies, et espère que toute mesure prise pour faire face à la crise de trésorerie à laquelle l'Organisation est confrontée sera de courte durée, afin de ne pas compromettre les travaux du Département. Les initiatives menées par le Département en vue de mobiliser les jeunes ont été mises en place en temps opportun et les activités de sensibilisation de ces derniers organisées par celui-ci, notamment le Sommet Simul'ONU pour les jeunes, sont louables.

48. La Jamaïque s'est engagée à renforcer son partenariat avec le Département aux fins de l'organisation de la célébration de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. L'oratrice dit que son pays a pris note des efforts déployés pour renforcer la capacité de communication du réseau des centres d'information des Nations Unies et souhaiterait recevoir des informations complémentaires sur l'incidence de ces efforts. Les différentes activités menées par les centres d'information devraient être mieux diffusées dans leurs régions respectives, afin que leurs travaux soient plus largement reconnus.

49. **M^{me} Zelenko** (Ukraine) dit que sa délégation se félicite de la réforme du Département de la communication globale. Le fait de mettre l'accent sur la planification stratégique et la réflexion créative et de réaliser des gains d'efficacité opérationnelle

contribuera à la mise en place d'un département moderne, capable de mobiliser efficacement les personnes.

50. La liberté d'expression, le journalisme professionnel et les médias indépendants et pluralistes jouant un rôle décisif dans la transformation démocratique dans tous les pays, le Gouvernement ukrainien reste déterminé à protéger la liberté d'expression, à améliorer la sécurité des journalistes et à promouvoir l'indépendance des médias. La délégation ukrainienne est profondément préoccupée par la détérioration de la situation dans les territoires occupés de l'Ukraine, en particulier en Crimée et au Donbass, où les arrestations arbitraires, le harcèlement, la détention illégale et la torture sont devenues monnaie courante pour les journalistes et autres personnes qui critiquent l'occupation.

51. La montée des informations inexacts, trompeuses ou fallacieuses constitue une autre menace pour la liberté des médias et la sécurité internationale. Le Département a un rôle essentiel à jouer pour contrer ces pratiques, ce qui nécessite une approche globale et systématique. La communauté internationale devrait agir d'une seule et même voix pour recenser les meilleures pratiques et les outils permettant de lutter contre les informations fallacieuses. En ce qui concerne la sécurité de l'information, l'ONU devrait identifier les personnes qui se sont rendues responsables de cyberguerres et leur demander des comptes.

52. **M. Duarte Lopes** (Portugal) déclare que, à la lumière des défis auxquels le multilatéralisme se heurte actuellement, il est nécessaire de disposer d'informations plus nombreuses et de meilleure qualité. Il convient d'encourager les efforts déployés par le Département de la communication globale en vue de se moderniser et de devenir plus flexible. Le recours, par ce dernier, aux médias sociaux et aux nouvelles technologies, en complément des médias traditionnels, permet à l'Organisation des Nations Unies d'entrer en contact avec les jeunes de manière significative.

53. Le multilinguisme est un principe central de la stratégie de communication de l'Organisation des Nations Unies. La diffusion de l'information dans plusieurs langues permet de sensibiliser le public aux activités de l'Organisation et de promouvoir l'inclusion et la transparence. Elle joue en outre un rôle central s'agissant de garantir que personne ne soit laissé pour compte. Le portugais est parlé sur tous les continents et le nombre de lusophones est en augmentation. Le Département devrait étendre son utilisation du portugais, en s'appuyant sur le succès du Centre d'actualités de l'ONU dans cette langue. Il convient de

rappeler que l'Assemblée générale, dans sa résolution 64/243, avait demandé la création d'un centre d'information à Luanda pour répondre aux besoins des pays lusophones d'Afrique.

54. Les États Membres ont pour responsabilité partagée de collaborer avec le Département afin de toucher l'ensemble de la population. Ils doivent également s'engager auprès des jeunes pour s'assurer que le multilatéralisme reste une force motrice à l'avenir. À cet égard, le Portugal s'est engagé à contribuer non seulement aux manifestations mondiales qu'il organise, mais également à des initiatives telles que le soutien à la traduction en portugais du Rapport sur le développement humain.

55. **M. Ahmed** (Soudan) dit que son pays salue les efforts déployés par le Département de la communication globale pour actualiser ses méthodes de travail en y intégrant des outils modernes tels que les médias sociaux, qui ont contribué à augmenter le nombre de pages consultées sur les sites Web de l'ONU, à mieux faire connaître les activités de l'Organisation et à renforcer le soutien populaire aux activités liées au développement durable, aux changements climatiques, à la consolidation de la paix durable, à la démocratie, à la bonne gouvernance et aux droits humains. Ces efforts ont également aidé la population à mieux comprendre les questions liées aux jeunes et aux femmes, les défis et les risques associés à une migration non réglementée et la nécessité de lutter contre les discours haineux et la xénophobie.

56. L'Organisation des Nations Unies, qui incarne le système mondial multilatéral, exprime la volonté collective des populations du monde dans toute leur variété culturelle et linguistique. Il importe donc de préserver scrupuleusement et de promouvoir la diversité linguistique comme moyen d'atteindre les objectifs de la Charte des Nations Unies. En outre, l'utilisation équitable des six langues officielles favorise la transparence et l'égalité, promeut l'accès universel et facilite la compréhension des mesures prises par l'Organisation au nom des populations du monde entier. Le renforcement des partenariats avec les organisations régionales dans les domaines de l'éducation, de la formation et du renforcement des capacités contribuera également à faire connaître les objectifs et les programmes des Nations Unies auprès des populations rurales et urbaines. Ces partenariats peuvent également être utilisés pour promouvoir une culture de paix et de tolérance et gérer la diversité politique et ethnique au sein des sociétés.

57. Le processus de consolidation de la paix dans des pays tels que le Soudan, qui a opéré une transition vers

la démocratie et la bonne gouvernance et a initié des programmes de reconstruction, de réconciliation et de relance économique, nécessite un soutien soutenu des médias, au moyen d'une coordination avec diverses entités des Nations Unies, notamment le Département des opérations de paix. Une telle coordination permettra de faire connaître les progrès réalisés dans l'instauration de la paix, ainsi que les succès et les défis rencontrés par les missions des Nations Unies et leur personnel local, en particulier en Afrique.

58. Bien que les centres d'information des Nations Unies jouent un rôle constructif dans les sociétés qu'ils servent, ils doivent en faire beaucoup plus. En effet, ils devraient s'efforcer d'agir avec précision et objectivité et lutter contre les nouvelles fallacieuses et les rumeurs, car la diffusion d'informations inexacts et déformés menace la cohésion sociale et a une incidence négative sur les processus de consolidation des structures étatiques, en particulier dans les pays sortant d'un conflit et en quête de stabilité, de prospérité et de développement durable.

59. **M. Bin Momen** (Bangladesh) dit que compte tenu de l'époque actuelle, où la population a accès à un nombre illimité d'informations, le Département de la communication globale a un rôle stratégique à jouer s'agissant de diffuser les valeurs des Nations Unies auprès du grand public, de sensibiliser les populations du monde entier aux activités de l'Organisation et de maintenir l'attention du monde sur des questions pressantes telles que les changements climatiques, les migrations, le développement durable et le terrorisme.

60. Compte tenu de la conjoncture actuelle, où les valeurs et les normes mondiales, les droits humains, la justice et l'application du principe de responsabilité sont sapés par des mesures unilatérales, le Département doit défendre le multilatéralisme. Alors que les populations perdent confiance dans les institutions multilatérales et que l'Organisation des Nations Unies est de plus en plus éloignée du grand public, le Département doit adopter des mesures spécifiques et élaborer une stratégie de communication visant à renforcer le caractère central et la pertinence de l'Organisation. En outre, le Département doit être attentif aux campagnes médiatiques visant à discréditer le discours multilatéral. Compte tenu de la montée alarmante des discours haineux, de la xénophobie et de l'intolérance religieuse, il doit redoubler d'efforts pour diffuser des contre-discours.

61. Le Département devrait capitaliser sur le pouvoir des médias sociaux en vue d'influencer l'opinion publique. Il devrait également élaborer un plan d'action pour sensibiliser l'ensemble du système des Nations

unies et le grand public aux possibilités et aux difficultés que suscite la quatrième révolution industrielle. Le Département devrait accorder une attention particulière à la promotion d'une culture de la paix, qui devrait être au cœur des efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable.

62. La délégation bangladaise se félicite de la campagne *Service et sacrifice*, qui célèbre les contributions des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police aux opérations de paix, car le travail formidable accompli par les soldats de la paix a été éclipsé par l'attention disproportionnée que les médias portent à des incidents fâcheux isolés. Elle apprécie également l'appui apporté par le Département aux fins de la célébration de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme. Le Département doit sensibiliser les esprits aux défis auxquels se heurtent les pays les moins avancés et promouvoir les intérêts des pays qui sont parvenus à sortir de cette catégorie.

63. Le Bangladesh accueille actuellement 1,2 million de personnes déplacées de force en provenance du Myanmar. Le Département doit sensibiliser les populations à la situation qui prédomine actuellement dans l'État rakhine, demander que les responsables des crimes commis contre les Rohingyas soient traduits en justice et préconiser le retour librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité de ces derniers au Myanmar.

64. Le bengali, langue officielle du Bangladesh, est parlé par quelque 250 millions de personnes, ce qui en fait la septième langue la plus parlée au monde. C'est pourquoi le Gouvernement bangladais propose que le bengali devienne une langue officielle de l'Organisation des Nations Unies. Le Département devrait également diffuser des informations en bengali par le truchement des médias sociaux, de la radio et de la télévision, et sensibiliser le monde au génocide de 1971 commis au Bangladesh, qui a été oublié par le reste du monde.

65. Néanmoins, la délégation bangladaise se félicite des efforts déployés par le Département pour promouvoir le multilinguisme, notamment par la célébration de la Journée internationale de la langue maternelle, ainsi que des travaux efficaces menés par le centre d'information des Nations Unies à Dacca.

66. *M. Pindják (Slovaquie), Vice-Président, prend la présidence.*

67. **M. Barro** (Sénégal) dit que, le multilatéralisme étant menacé, l'Organisation des Nations Unies a besoin d'outils fiables et efficaces qui lui permettent de communiquer clairement sur toutes les plateformes et dans plusieurs langues. Étant donné que la majeure

partie des populations des pays en développement est encore aujourd'hui exclue de l'évolution fulgurante des technologies de l'information et des communications, une stratégie efficace doit être mise au point pour réduire la fracture numérique entre le Nord et le Sud.

68. La délégation sénégalaise se félicite des efforts déployés par le Département de la communication globale pour faire connaître le Programme de développement durable à l'horizon 2030 par le truchement de son initiative « Objectif du mois ». Le Sénégal, qui compte parmi les principaux pays fournisseurs de contingents, salue également la campagne *Service et sacrifice*, qui contribuera à sensibiliser le public aux activités de maintien de la paix, ainsi que l'initiative *Action pour le maintien de la paix* du Secrétaire général.

69. La délégation sénégalaise insiste néanmoins sur la nécessité de distribuer les documents de l'ONU dans les six langues officielles en temps voulu sur les plateformes concernées, dans un contexte où les documents sont de moins en moins distribués en format papier. Pour que tous les États Membres puissent communiquer dans la langue de leur choix, l'Organisation doit accorder un poids équitable aux six langues officielles et donner la priorité au multilinguisme. En outre, pour que le message de l'ONU soit entendu par le plus grand nombre, il apparaît nécessaire de le véhiculer dans autant de langues que possible. Les centres d'information des Nations Unies jouent un rôle essentiel en diffusant rapidement des informations actualisées dans plusieurs langues. L'orateur dit que son Gouvernement continue d'apporter son soutien au centre d'information des Nations Unies à Dakar.

70. **M. Nayan** (Philippines) déclare que, dans un monde de plus en plus interconnecté, l'accès à l'information facilite la coopération, l'autonomisation et le progrès. Cependant, compte tenu du grand nombre de groupes obscurs qui tentent d'exploiter cette interconnectivité afin de semer la discorde, les défis auxquels se heurte le Département de la communication globale sont plus considérables que jamais.

71. La délégation philippine salue l'engagement du Département à défendre le multilinguisme, comme en témoignent des initiatives telles que la campagne multilingue *Service et sacrifice*. Elle se félicite également du Pacte des médias en faveur des objectifs de développement durable, une initiative novatrice visant à tirer parti du pouvoir et de l'influence des médias pour sensibiliser la population et inspirer la mise en place d'actions ayant trait aux objectifs. Pour les États membres de l'Association des nations de l'Asie du

Sud-Est (ASEAN), le fait de tirer partie de la puissance des médias par le truchement des TIC pourrait contribuer à propulser l'ASEAN vers une économie numérique sûre, durable et porteuse de changement.

72. Les Philippines appuient le Département en tant que messenger responsable des Nations Unies, qui fournit des informations précises, factuelles et fiables. Le Département et le Comité de l'information ont un rôle essentiel à jouer dans la promotion des trois piliers de l'Organisation, à savoir la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme, auprès de la communauté internationale. Les États Membres, en partenariat avec les principales parties prenantes, devraient exploiter le pouvoir de l'information de manière responsable pour promouvoir la paix, l'inclusion et le développement. L'objectif principal de la diffusion d'informations est de créer des possibilités et, en retour, de contribuer à la mise en place de changements en profondeur et de s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

73. **M. Misra** (Inde) déclare que l'Organisation des Nations Unies ne peut pas atteindre ses objectifs si les populations du monde entier ne sont pas pleinement informées de ses objectifs et de ses activités. Il dit qu'il convient de féliciter le Département de la communication globale pour les activités qu'il mène afin de sensibiliser la population et de faire connaître le travail qu'accomplit l'ONU en vue de relever certains des plus grands défis actuels. Il décrit comme particulièrement remarquables les mesures prises par le Département, en collaboration avec les centres d'information des Nations Unies, pour renseigner le public sur les sujets suivants : les objectifs de développement durable ; la nécessité de lutter contre les changements climatiques et les progrès réalisés à ce jour dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris ; la lutte collective contre le terrorisme.

74. La délégation indienne se félicite des efforts déployés par le Département pour mettre en évidence les contributions au maintien de la paix des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police par le truchement de la campagne Service et sacrifice. Il convient de se réjouir de la possibilité d'obtenir des informations relatives au maintien de la paix dans les six langues officielles, via le site Web de l'Organisation des Nations Unies, mais il serait souhaitable que le site soit également disponible dans les langues des principaux pays fournisseurs de contingents.

75. Grâce au travail important accompli par la Division de l'information et des médias et la Division de la sensibilisation du public, la remarquable initiative Impact universitaire a connu une augmentation

encourageante du nombre d'adhésions d'institutions basées en Asie du Sud. Les visites guidées du Siège de l'Organisation, déjà disponibles en plusieurs langues et dont la fréquence a été récemment augmentée en raison du succès qu'elles rencontrent, devraient également être proposées en hindi pour les nombreux touristes indiens.

76. Un véritable multilinguisme favorise la collaboration multilatérale au sujet des questions de portée mondiale et l'entente internationale. Mettre à disposition des informations dans de nombreuses langues, en particulier dans des langues autres que celles de l'Organisation, représente néanmoins une charge financière. Le Département doit donc trouver des moyens innovants de mobiliser des ressources extrabudgétaires, notamment des contributions volontaires, surtout aux fins de la diffusion dans des langues non officielles ayant un grand nombre de locuteurs. Néanmoins, les ressources nécessaires à la diffusion d'informations dans des langues non officielles devraient continuer d'être inscrites au budget ordinaire.

77. **M. Naveh** (Israël) dit qu'Israël, qui affiche l'un des niveaux de dépenses en recherche-développement les plus élevés du monde en pourcentage du produit intérieur brut, est devenu l'exemple parfait d'un pays qui place l'innovation technologique et le partage de l'information au cœur de son projet national, avec la conviction que la science et la technologie peuvent améliorer la qualité de vie des habitants du monde entier. Sa délégation apprécie les efforts consentis par le Département de la communication globale en vue de diffuser des informations dans le monde entier, de sensibiliser la population aux défis mondiaux et de promouvoir une bonne compréhension entre les peuples, notamment par le truchement de son Programme de communication sur l'Holocauste et les Nations Unies.

78. Bien que l'information soit un outil puissant pour promouvoir la transparence, le dialogue et l'éducation, la désinformation présente de nombreux dangers. L'Organisation doit s'assurer que le contenu qu'elle diffuse n'est pas trompeur et que ses activités ne contreviennent pas aux principes énoncés dans sa Charte.

79. Le Département a la responsabilité de préserver la réputation d'impartialité, de crédibilité et d'intégrité de l'Organisation, mais son programme d'information spécial sur la question de Palestine présente une vision partielle de la situation dans la région. Une exposition consacrée à la question de Palestine, organisée récemment au Siège, semble refléter l'affirmation erronée selon laquelle la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale contrevient à la Charte en niant le

droit à l'autodétermination. En réalité, la résolution a été adoptée précisément pour garantir ce droit à la fois aux Juifs et aux Palestiniens, mais les Palestiniens l'ont rejetée parce qu'ils n'ont pas accepté, et n'acceptent toujours pas, le droit du peuple juif à l'autodétermination. De même, bien que le Département ait largement couvert la situation des réfugiés palestiniens, il n'a jamais abordé le sort des 850 000 Juifs issus des pays arabes, devenus réfugiés à la suite de la guerre de 1948. Au lieu de cela, il a dépeint les Palestiniens comme les seules victimes du conflit et s'est gardé de mentionner leur rôle en tant qu'initiateurs de cette guerre, tout en présentant les mesures qu'Israël a mises en place en vue de protéger ses citoyens des attaques terroristes comme des agressions injustifiées, alors que le droit à la légitime défense est inscrit dans la Charte.

80. La diffusion d'informations trompeuses de ce type est contraire à la Charte et est inacceptable. Les informations partagées par les Nations unies ont le pouvoir de déterminer la façon dont les États se perçoivent mutuellement et interagissent les uns avec les autres, et ce pouvoir ne doit pas être utilisé de manière abusive. L'Organisation des Nations Unies et le Département doivent rester impartiaux, neutres et équitables.

81. **M. de Souza Monteiro** (Brésil) dit que le Département de la communication globale devrait continuer de communiquer sur les idéaux et les activités de l'Organisation des Nations Unies en autant de langues que possible, compte tenu de la diversité linguistique des pays et de leurs divers degrés de développement numérique. Il devrait également continuer d'associer les moyens de communication traditionnels, à savoir la radio, la télévision et la presse écrite, aux nouveaux médias sur Internet. Étant donné que l'accès à l'Internet est resté limité dans les pays en développement alors que la radio pourrait atteindre la plupart des ménages dans ces pays, les médias traditionnels devraient continuer de faire l'objet d'une attention particulière dans les plans stratégiques.

82. Le multilinguisme est une valeur fondamentale de l'Organisation des Nations Unies. Les campagnes mondiales de l'Organisation doivent être adaptées au contexte local. La délégation brésilienne se félicite de l'utilisation par le Département de douzaines de langues dans ses supports d'information, et l'encourage à renforcer encore son approche multilingue. Le portugais compte environ 260 millions de locuteurs dans le monde et il s'agit de la langue la plus parlée dans l'hémisphère Sud. La station d'ONU Info en portugais en portugais se classe au troisième rang des radios des Nations Unies par le nombre d'auditeurs et a tissé des partenariats avec

des chaînes de télévision dans des pays lusophones et dans des pays accueillant des diasporas lusophones. Après que cyclone Idai a frappé le Mozambique, la station a été l'une des premières à faire des reportages dans les régions les plus isolées du pays et ses émissions ont été largement diffusées sur les médias sociaux.

83. L'orateur dit qu'il convient de féliciter le Département pour le renforcement des activités de l'ONU sur les médias sociaux et le lancement de la nouvelle plateforme d'information intégrée de l'ONU dans les six langues officielles, ainsi qu'en portugais et en swahili. Sa présence dans les médias sociaux a fortement augmenté, en particulier eu égard aux contenus en portugais. Des comptes de médias sociaux dédiés aux contenus en portugais et en swahili devraient être créés afin d'accroître la portée de ceux-ci.

84. Le Brésil réaffirme son appui aux centres d'information des Nations Unies et reconnaît le rôle majeur que ces centres jouent dans la sensibilisation et la promotion des activités de l'Organisation en utilisant les langues locales pour atteindre les diverses populations, en particulier dans les pays en développement. Il importe de respecter la diversité dans la diffusion de l'information, non seulement au moyen du multilinguisme, mais également en assurant la diversité des contenus, des styles d'émission et des publics ciblés.

85. L'orateur dit que son Gouvernement encourage le Département à continuer de mener des activités en collaboration avec les milieux universitaires, les organisations non gouvernementales et les jeunes. Le Gouvernement brésilien se félicite également des campagnes menées par le Département pour promouvoir l'Accord de Paris, le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

86. **M^{me} Núñez Rivas** (Uruguay) dit que les travaux du Département de la communication globale sont plus importants que jamais, compte tenu de la nécessité de défendre le multilatéralisme et de sensibiliser la population au rôle que joue l'Organisation des Nations Unies dans le règlement des problèmes d'envergure mondiale. Le Département doit fournir des informations précises et complètes en temps utile. La délégation uruguayenne salue les campagnes de sensibilisation menées par le Département, qui portent sur des questions telles que les droits humains, la violence à l'égard des femmes, le désarmement, les changements climatiques, le développement durable et le maintien de la paix.

87. La délégation uruguayenne se félicite également des efforts déployés par le Département pour mobiliser et informer les jeunes, notamment par le truchement d'initiatives telles que le Sommet Simul'ONU pour les jeunes. Étant donné que les jeunes de 15 à 24 ans comptent parmi les plus grands utilisateurs d'Internet, le meilleur moyen de les atteindre est de recourir aux nouvelles technologies qu'ils ont l'habitude d'utiliser. Pour démocratiser l'accès aux TIC et réduire la fracture numérique, le Gouvernement uruguayen a fourni à tous les élèves des établissements primaires et secondaires des ordinateurs portables et un accès gratuit à Internet.

88. L'Uruguay salue l'adoption, par le Département, de stratégies innovantes en matière de TIC. Les médias sociaux permettent d'entrer directement en contact avec le public, et les nouvelles technologies permettent de diffuser des messages aussi rapidement et largement que possible dans le monde entier. Néanmoins, l'Organisation des Nations Unies devrait continuer de recourir aux médias traditionnels afin d'atteindre les personnes qui n'ont pas accès à ces nouvelles technologies.

89. Malgré les efforts importants consentis par le Département pour promouvoir le multilinguisme, le fait que les langues officielles de l'ONU ne soient toujours pas sur un pied d'égalité demeure préoccupant. Le Département devrait poursuivre ses efforts en vue d'intégrer le multilinguisme dans toutes les activités d'information et de communication et de toucher ainsi le plus grand nombre de personnes possible. L'ensemble du système des Nations Unies a également la responsabilité collective de s'assurer que le multilinguisme est respecté dans ses activités quotidiennes et dans ses relations avec le grand public, de manière à améliorer la mobilisation, l'efficacité et la transparence.

90. La délégation uruguayenne se félicite des efforts déployés pour renforcer les centres d'information des Nations Unies, qui contribuent à conférer une dimension nationale ou régionale aux messages mondiaux et rapprochent ainsi l'ONU des populations locales. Compte tenu des problèmes de trésorerie rencontrés par l'Organisation, la délégation uruguayenne invite le Département à rechercher des solutions créatives qui pourraient l'aider à continuer de porter le message de l'Organisation.

Déclarations faites au titre du droit de réponse

91. **M. Aung** (Myanmar) dit qu'il est frustrant de constater que dans sa déclaration, le représentant du Bangladesh a évoqué la situation qui prévaut dans l'État rakhine, ce qui n'a aucun rapport avec les travaux du Comité.

92. Néanmoins, le Gouvernement du Myanmar s'efforce d'accélérer le rapatriement des personnes dont le statut a été vérifié et de créer des conditions de sûreté et de sécurité nécessaire à leur retour, en coopération avec le Bangladesh et l'Organisation des Nations Unies. La question doit être résolue bilatéralement, car le Myanmar et le Bangladesh ont signé des accords bilatéraux à cette fin. Le Myanmar a également signé un mémorandum d'accord sur la réinstallation et la réinsertion rapides et efficaces des rapatriés avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. En outre, le Myanmar travaille en étroite collaboration avec le secrétariat de l'ASEAN et le Centre de coordination de l'aide humanitaire de l'ASEAN pour la gestion des catastrophes en ce qui concerne le rapatriement des personnes déplacées.

93. Le Gouvernement du Myanmar appelle le Bangladesh à honorer les engagements qu'il a pris dans le cadre d'accords bilatéraux, afin qu'il n'y ait pas de retard dans le retour librement consenti et dans des conditions sûres et dignes des personnes dont le statut a été confirmé. Un rapatriement fluide et réussi requiert une volonté politique authentique et des efforts résolus, ainsi que le strict respect des accords signés. Le Myanmar s'est pleinement engagé à rapatrier les personnes dont le statut a été vérifié, conformément aux accords bilatéraux qu'il a signés avec le Bangladesh. Jusqu'à présent, un certain nombre de personnes ont pris des dispositions pour regagner le Myanmar de leur propre gré. Ces personnes ont été systématiquement enregistrées et leurs dossiers ont été validés et elles vivent à présent avec leurs familles au sein de leur propre foyer, en toute sécurité.

94. La menace terroriste posée par l'Armée du salut des Rohingya de l'Arakan, qui est active dans le camp de Cox's Bazar et qui empêche les personnes désireuses de retourner volontairement au Myanmar de le faire, constitue le principal obstacle au rapatriement. Il est urgent d'instaurer un climat de sécurité au sein du camp, afin que les personnes déplacées puissent exprimer leur désir de retourner au Myanmar de leur plein gré.

95. Le Gouvernement du Myanmar a adopté une approche holistique pour trouver une solution constructive et durable à la situation dans l'État rakhine et fait tout son possible pour résoudre les problèmes complexes qui s'y posent. Il compte sur la compréhension et la coopération de la communauté internationale à cet égard.

96. **M. Strzhizhovskiy** (Fédération de Russie), en réponse à la déclaration de la représentante de l'Ukraine, dit que cette dernière devrait se concentrer sur les violations des droits des journalistes commises dans son propre pays au lieu de discuter de violations soi-disant perpétrées ailleurs. Le chef de la mission de

surveillance des droits de l'homme en Ukraine, Benjamin Moreau, a récemment exprimé son inquiétude quant au nombre d'agressions physiques perpétrées contre des journalistes, des blogueurs et des représentants des médias et à l'absence de réaction appropriée des autorités ukrainiennes face à ces actes. En 2019, le journaliste Vadym Komarov est décédé des suites d'une agression brutale, tandis que les responsables de la mort du journaliste Pavel Sheremet, assassiné en 2016, n'ont pas encore été traduits en justice. L'Ukraine utilise les instances internationales non pas pour promouvoir la coopération, mais pour attaquer la Fédération de Russie. Les allégations de persécution des médias en Crimée sont infondées. La Fédération de Russie n'attaque pas la liberté d'expression et les journalistes. Le Gouvernement russe invite toutes les délégations à s'en tenir strictement au point de l'ordre du jour à l'examen.

97. **M^{me} Zelenko** (Ukraine) déclare que son Gouvernement condamne fermement toutes les attaques perpétrées contre les journalistes, dont la sécurité doit être garantie à tout moment. Celui-ci a pris des mesures législatives pour améliorer la sécurité des journalistes et s'est engagé à mener une enquête approfondie et impartiale sur tous les cas de violence et d'intimidation visant des membres des médias. Le président de l'Ukraine lui-même suit de près les enquêtes en cours menées au sujet des attaques les plus brutales commises contre des journalistes.

98. L'engagement du Gouvernement ukrainien en faveur de l'amélioration de l'indépendance des médias est attesté par le fait que depuis la « révolution de la dignité », en 2014, le score du pays a augmenté de 25 points dans le Classement mondial de la liberté de la presse. Bien qu'il reste beaucoup à faire pour garantir un environnement sûr pour les journalistes en Ukraine, la protection de la liberté d'expression est l'une des priorités du nouveau Gouvernement, qui a récemment créé un conseil sur la liberté d'expression et la protection des journalistes.

99. Il importe que toutes les délégations se souviennent que dans certaines parties du territoire ukrainien, la liberté de la presse est mise à mal par l'occupant, qui bafoue systématiquement le droit à la liberté d'expression. Les enlèvements, les actes de violence et le harcèlement perpétrés par les autorités d'occupation russes à l'égard des journalistes sont une réalité quotidienne dans ces territoires.

La séance est levée à 12 h 45.